

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Pouvoir Adjudicateur (PA)

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France (DRIEA IF) - Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF)

Représentant du pouvoir adjudicateur

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France par délégation du Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris

Objet de la consultation

Prestations d'évacuation des terres et des boues des bassins de l'arrondissement gestion exploitation de la route Est (AGER Est) de la DIRIF.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 DONNÉES GÉNÉRALES.....	3
1.1 Préambule :.....	3
1.2 Objet du CCTP.....	3
1.3 Lieux d'exécution possibles.....	4
ARTICLE 2 NATURE DES PRESTATIONS.....	6
2.1 Consistance des prestations du lot 3 : Évacuation de terres issues de dérasement et curage de fossés.....	6
2.1.1 Analyse des terres et des déchets :.....	6
2.1.2 Collecte et évacuation vers les installations de stockage de déchets appropriées :.....	6
2.1.3 Dates et délais d'exécution.....	7
2.1.4 Moyens matériels.....	7
2.2 Conditions générales :.....	8
2.2.1 Travaux non compris dans les prestations de l'entreprise.....	8
ARTICLE 3 MODALITÉS TECHNIQUES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	8
3.1 Mesures de sécurité.....	8
3.2 Sujétions dues à la circulation des engins de chantiers.....	9
3.2.1 Mesures de sécurité et précautions au voisinage des lignes électriques.....	9
3.2.2 Bruit des engins.....	9
3.2.3 Poussières.....	10
3.3 Modalités générales d'exécution.....	10
3.3.1 Responsabilité de l'entrepreneur.....	10
3.3.2 Représentant de l'entreprise.....	11
3.3.3 Réunion préparatoire.....	11
3.3.4 Compte rendu des interventions.....	11
3.3.5 Journal de chantier.....	11
3.3.6 Emplacement mis à disposition de l'entreprise.....	12
3.3.7 Brûlage sur chantier.....	12
3.3.8 Propreté et nettoyage du chantier.....	12
3.3.9 Contraintes particulières d'exécution.....	12
3.4 Schéma d'organisation et de suivi des déchets (SOSED).....	13

ARTICLE 1 DONNÉES GÉNÉRALES

1.1 Préambule :

- L'opération concerne l'AGER EST qui se compose de deux Unités d'Exploitation de la Route, l'une à Champigny-sur-Marne et l'autre à Brie-Comte-Robert. Des centres d'entretien et d'interventions (CEI) sont rattachés aux UER :

AGER Est	
UER de Champigny	
CEI de Champigny :	1-9, rue Eugène Varlin, 94 500 Champigny-sur-Marne
CEI de Villeparisis :	Centre autoroutier, Route de Villevaudé, 77 270 Villeparisis
UER de Brie-Comte-Robert	
CEI de Brie-Comte-Robert :	2, allée du Commandant Guesnet, 77 170 Brie-Comte-Robert

- Les terres et les déchets qui seront évacués dans le cadre de ce marché proviennent pour l'essentiel des travaux de grattage et balayage des bords de chaussées, de dérasement des accotements et terres-pleins centraux, des délaissés routiers, du curage de fossés. Ces terres contiennent des déchets divers (plastiques, canettes..) jetés par les usagers..

Le titulaire de ce marché réalisera des prélèvements des terres stockées sur la zone de stockage du CEI concerné, et les fera analyser par un laboratoire accrédité COFRAC ou équivalent. A l'issue des résultats d'analyse, il informera le représentant du RPA. Après accord du représentant du RPA, il les évacuera vers les installations de stockages de déchets appropriées. Le titulaire du marché interviendra de jour sur les zones de stockage dédiées des CEI concernés indiquées dans le CCTP.

1.2 Objet du CCTP

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) a pour objet de présenter les prestations attendues dans le cadre du présent marché.

Le titulaire, après examen des lieux, devra s'assurer lui-même de la nature et de l'emplacement des travaux, du caractère de l'équipement et des installations nécessaires avant et pendant l'exécution des travaux, des conditions générales et locales et de tous autres éléments pouvant d'une manière quelconque affecter les travaux, objet de ce marché.

1.3 Lieux d'exécution possibles

Les terres et déchets récoltés lors des opérations d'entretien du réseau routier de l'AGER EST seront stockées sur les sites suivants, en vue de leur évacuation par le titulaire du présent marché :

Relevant du réseau routier de l'UER de Champigny-sur-Marne :

- CEI de Champigny sur Marne : la zone de stockage des terres et déchets du site se situe au

339 avenue du général de Gaulle Champigny sur Marne 48°49'38.9"N 2°31'26.1"E

- CEI de Villeparisis : la zone de stockage des terres et des déchets du site se situe dans la bretelle désaffectée **48°56'11.7"N 2°37'36.5"E** et dans le CEI de Villeparisis **48°56'22.0"N 2°37'45.4"E (carte notée en orange)**



Relevant du réseau routier de l'UER de Brie-comte-Robert :

CEI de Brie Comte-Robert : Départementale 216 Route de Mandres

Face chemin Varennes Jarcy Brie-Comte-Robert

48°41'40.2"N 2°35'33.8"E



Pour information et bien que les opérations d'évacuation des terres se feront de jour, hormis le site de Champigny il n'y a pas d'éclairage sur les autres zones de stockage

ARTICLE 2 NATURE DES PRESTATIONS

2.1 Consistance des prestations : Évacuation de terres issues de dérasement et curage de fossés

Les prestations à exécuter s'effectueront en journée comprenant :

- Prélèvements et analyses des échantillons des terres et des déchets entreposés sur les zones de stockage des CEI indiquées à l'article 1 ;
- Organisation de l'évacuation depuis chaque zone de stockage en lien avec le représentant du RPA ;
- Évacuation depuis ces sites de stockage des CEI vers les installations de stockage de déchets appropriées (agrées) ;
- Nettoyage de la zone de stockage et de la voirie souillée ;
- Ouverture le cas échéant et la fermeture de la zone de stockage à la fin de chaque intervention ;
- Remise des bons de pesées.

2.1.1 Analyse des terres et des déchets :

Le titulaire réalisera des prélèvements sur les stocks de terres et autres déchets en vue de leur analyse pour déterminer vers quelles installations de stockage de déchets les évacuer.

2.1.2 Collecte et évacuation vers les installations de stockage de déchets appropriées :

Le titulaire met en place les moyens humains, matériels et de transports nécessaires pour la collecte et l'évacuation afin que cette action ne retarde pas l'acheminement de nouveaux matériaux. Plus particulièrement, le titulaire mettra une équipe d'intervention qui comprendra toujours un chef d'équipe qui sera responsable de l'ensemble de l'intervention et le contact du représentant du RPA. Il devra disposer d'un téléphone portable pour être en contact avec le représentant du RPA.

Les terres et déchets stockés sur le site de stockage dédié du CEI seront évacués par le titulaire du marché vers les installations de stockage de déchets appropriées (agrées) voire de valorisation après identification.

L'évacuation des déchets devront être conformes au SOSED décrit plus loin dans le présent CCTP.

Après l'enlèvement des masses principales, tous les petits débris (papiers, plastiques, verres, cartons et autres déchets) devront être enlevés sur l'ensemble de la zone identifiée et de ses abords immédiats.

Au cours des opérations de ramassage, les équipes devront retirer la totalité des débris présents sur la zone identifiée. Il ne devra pas rester de déchets sur le sol. Sur une zone de 1 m², la zone ne devra pas présenter plus de 0,25 m² de déchets cumulés restants.

Les éléments constitutifs du site ne devront pas être dégradés, seuls les déchets entreposés devront être prélevés.

Lors de la dernière intervention dans le cadre de ce marché, le titulaire veillera à retirer la totalité des débris sur cette zone de stockage.

2.1.3 Dates et délais d'exécution

Les délais de réalisation des prestations feront l'objet d'une attention toute particulière du représentant du RPA. Le titulaire sera amené à évacuer plusieurs fois durant la durée du marché les sites de stockages dédiés des CEI.

En termes de planning en jours ouvrés (reproductible plusieurs fois sur la durée du marché) :

Semaine 1					Semaine 2					Semaine 3					Semaine 4				
J1	J2	J3	J4	J5	J6	J7	J8	J9	J10	J11	J12	J13	J14	J15	J16	J17			
Le J1 correspond au jour où le titulaire du lot évacuation des terres reçoit la demande du RPA de prélever et analyser les terres et déchets										Remise des résultats de l'analyse à J12 de la semaine 3					Achèvement de l'évacuation des terres et déchets identifiés au plus tard à J17				

Le RPA demande par mail au titulaire du lot 3 de réaliser les prélèvements et faire les analyses.

Les résultats d'analyse sont obtenus au plus tard en semaine 3 à j+2

Le titulaire achève l'évacuation de l'ensemble des stocks de déchets au plus tard semaine 4 à J+2

En cas d'intempéries risquant d'humidifier les déchets et de les alourdir, le maître d'ouvrage pourra suspendre l'exécution des prestations le temps du séchage, et ce sans indemnité pour le prestataire qui est réputé intégrer ce risque dans ses prix. Le temps d'exécution est prolongé d'autant du fait de la suspension.

2.1.4 Moyens matériels

Tous véhicules et engins utilisés par le titulaire dans le cadre du présent marché doivent respecter les prescriptions suivantes :

-
- Les véhicules devront être toujours en bon état de fonctionnement et de propreté, ils ne devront pas présenter de fuites quelconques ;
 - Chaque véhicule sera équipé des ustensiles nécessaires au nettoyage des détritiques et jus éventuellement répandus sur la chaussée ;

Le titulaire sera directement responsable des omissions ou négligences qui auraient pu être commises par rapport aux prescriptions sur le matériel évoqué ci-dessus.

Le titulaire reste entièrement responsable du fonctionnement de son matériel et de son maintien en conformité.

Tous les frais afférents aux véhicules, y compris leur assurance sont à la charge du titulaire.

Tous les produits de consommation, d'entretien et fournitures sont à la charge et aux frais du prestataire.

Le titulaire prend toutes précautions pour limiter au maximum les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par son matériel. Il effectue en permanence les nettoyages et brossages nécessaires des sorties d'aires de stockage ainsi que le lavage des pneus des engins et camions. Les camions seront donc bâchés. Les dépenses correspondantes sont entièrement à sa charge.

2.2 Conditions générales :

2.2.1 Travaux non compris dans les prestations de l'entreprise

Le cas échéant, les services de la DIRIF réalise le balisage soit par neutralisation de voie, soit par fermeture d'un axe ou bretelle. Au sein de la fermeture ou du balisage de la voie, l'entreprise doit signaler son chantier conformément aux prescriptions du cahier des clauses générales de sécurité (CCGS et son annexe).

ARTICLE 3 MODALITÉS TECHNIQUES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

3.1 Mesures de sécurité

L'entreprise se référera au cahier des clauses générales de sécurité de l'AGER Est.

Le RPA ou son représentant se réserve le droit d'interdire à l'entrepreneur, l'accès aux chantiers et la poursuite des travaux, s'il constate le non-respect des consignes du présent article.

En outre, le RPA se réserve le droit de renvoyer immédiatement l'entreprise concernée et de la remplacer aux frais de l'Entrepreneur.

L'entrepreneur sera autorisé à reprendre les travaux après constat contradictoire de la composition des équipements de sécurité définis ci-dessus.

En cas de location de matériel avec conducteur ou en cas de sous-traitance, l'ensemble des pièces relatives à la sécurité devra être portée à la connaissance du locateur ou du sous-traitant, signées et paraphées par lui et remises au RPA ou son représentant avant tout commencement des travaux.

L'ensemble des personnels, ouvriers et encadrement, travaillant sur le secteur autoroutier devra porter un gilet à bandes rétro-réfléchissantes intégrées conforme à la réglementation en vigueur (classe II minimum). Les vêtements de travail seront à la charge de l'entreprise.

Aucune intervention sur le RRN ne sera effectuée si elle n'a pas été ordonnée par le RPA ou par son représentant.

Il est rappelé, que la circulation des engins ne bénéficie d'aucune priorité de quelque sorte qu'elle soit et qu'elle reste soumise aux règles du Code de la Route, y compris sur une voie hors circulation.

Tout manquement à ces règles de sécurité, entraînera le renvoi immédiat de l'ensemble du personnel concerné et son remplacement, aux frais de l'Entrepreneur.

3.2 Sujétions dues à la circulation des engins de chantiers

La circulation des engins de l'entreprise sera soumise aux restrictions ci-après :

- L'entrepreneur prend toutes précautions pour limiter au maximum les chutes de matériaux ou dépôts de boues sur les voies publiques empruntées par son matériel. Il effectue en permanence les nettoyages et brossages nécessaires des sorties de chantier ou d'aires de stockage ainsi que le lavage des pneus des engins et camions. Les camions seront donc bâchés. Les dépenses correspondantes sont entièrement à sa charge ;
- L'entrepreneur supporte financièrement la charge des dégradations qu'il aura occasionnées sur les voies publiques des itinéraires empruntés, pour autant que les véhicules de transport et leur utilisation sont conformes aux dispositions du Code de la Route.

3.2.1 Mesures de sécurité et précautions au voisinage des lignes électriques

Pour l'exécution des travaux, seules les mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics sont applicables (distances minimales à respecter par rapport aux lignes électriques aériennes, etc.).

3.2.2 Bruit des engins

Les dispositions du Décret n° 69-380 du 18/04/1969 posent le principe que les bruits des chantiers ne doivent pas causer une gêne excessive pour le voisinage.

Les matériels employés doivent être conformes aux prescriptions édictées par les arrêts du 11/04/1972 du Ministère de la Protection de la Nature et de l'Environnement et par tout nouveau texte en vigueur.

3.2.3 Poussières

L'entrepreneur doit, par des mesures appropriées (arrosage, etc.) limiter l'émission de poussières pouvant apporter une gêne aux riverains.

3.3 Modalités générales d'exécution

3.3.1 Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens lors de l'exécution de ses prestations.

Si de quelconques dommages affectant équipements et plantations en place surviennent, du fait ou indépendamment de son activité, l'entrepreneur est tenu d'en informer le Pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais et de prendre toutes mesures immédiates pour sauvegarder la sécurité du public et la conservation des biens.

Hors des responsabilités qui lui incombent normalement du fait de son activité, et sous réserve de ce qui suit, l'entrepreneur ne peut être tenu pour responsable des dommages occasionnés par des tiers et notamment des actes de vandalisme caractérisés. Toutefois, dans ces cas, sa responsabilité ne peut être totalement dérogée que dans la mesure où il a signalé au Pouvoir adjudicateur, dès connaissance, tous les dommages qu'il a constatés et pris toutes mesures immédiates nécessaires comme il est dit ci-avant.

Si, lors de ces prestations, l'entrepreneur endommage un ou plusieurs réseaux, il s'engage à informer immédiatement le propriétaire du réseau concerné, puis le Pouvoir adjudicateur et à faire le nécessaire pour que la réparation puisse se faire au plus vite. L'entrepreneur doit justifier qu'il est assuré pour ce type de dommages.

La responsabilité de l'entrepreneur est pleinement engagée pour tout dommage induit par la présence prolongée, sur domaine public, de produits résultant de son intervention.

Préservation des réseaux

L'entrepreneur doit s'assurer, avant tout commencement d'exécution des travaux, que les divers réseaux souterrains ou aériens, en particulier eau, gaz, électricité, éclairage public, téléphone ne risquent aucune détérioration du fait des travaux à entreprendre.

Dans le cas où les travaux nécessitent la dépose provisoire d'un réseau, il appartient à l'entrepreneur d'en faire la demande auprès du gestionnaire dudit réseau, les frais éventuels étant à sa charge.

Préservation des riverains

Toutes les dispositions sont prises par l'entrepreneur pour éviter l'entrée dans les propriétés riveraines. En cas de nécessité absolue, l'accord écrit des propriétaires est recherché au préalable par l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit exécuter les prestations de telle manière que les propriétés riveraines ne subissent aucun dommage du fait des travaux.

Dans le cas où malgré les précautions prises, un ou plusieurs riverains subissent des dommages, le montant des dégâts est à la charge exclusive de l'entrepreneur.

Préservation des usagers du réseau routier national

L'entrepreneur doit organiser son chantier de telle manière que les usagers de ces voies et des voies franchies ne subissent aucun dommage du fait des travaux.

3.3.2 Représentant de l'entreprise

Pour assurer la conduite du chantier, l'entreprise désigne un représentant qui, autant que possible, reste le même pendant toute la durée des travaux. Ce représentant est suppléé de sorte qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue du fait de son absence. S'il ne remplit pas sa mission de manière satisfaisante, le Pouvoir adjudicateur peut demander son remplacement, l'entrepreneur devant satisfaire à cette demande dans un délai de quinze jours.

3.3.3 Réunion préparatoire

Une réunion préparatoire aura lieu, à la demande du pouvoir adjudicateur.

3.3.4 Compte rendu des interventions

L'entreprise tient informé le Pouvoir adjudicateur du démarrage et de la fin de ses interventions, ainsi que des interruptions éventuelles qui sont dûment justifiées dans le cas où elles impliquent un report de la date de fin de travaux initialement prévue.

En outre, l'entrepreneur est tenu de signaler dans les meilleurs délais tout problème sanitaire ou autre qu'il est amené à constater et pouvant nuire à la sécurité des personnes et des biens ou à la pérennité des végétaux. Ces observations sont, le cas échéant, reportées dans le journal de chantier.

3.3.5 Journal de chantier

A la demande du Pouvoir adjudicateur, et pour la plupart des chantiers, l'entrepreneur tient quotidiennement, un journal de chantier qui est ouvert à l'issue de la réunion d'ouverture de chantier et sur lequel sont consignés tous les renseignements sur la marche du chantier :

- La nature et l'avancement du travail journalier ;

-
- Les conditions atmosphériques journalières ;
 - La qualification et le nombre d'ouvriers employés ;
 - La nature et le nombre d'engins en fonctionnement ou en panne ;
 - La durée et la cause des arrêts de chantier ;
 - Les accidents corporels éventuels ;
 - Les accidents sur réseaux, voies et domaines publics ou privés.

Ce journal sera tenu à la disposition permanente du Pouvoir adjudicateur qui le visera à chaque réunion de chantier. Il lui sera remis en fin de chantier.

3.3.6 Emplacement mis à disposition de l'entreprise

Si l'entrepreneur désire réaliser certaines occupations sur les dépendances du domaine public routier pour l'installation de ses chantiers, ou le stationnement de son matériel, il doit en faire la demande au Pouvoir adjudicateur qui fixe les emplacements dont l'entrepreneur peut disposer et dont il doit se contenter.

Le Pouvoir adjudicateur, sauf circonstances à caractère exceptionnel, ne met pas à disposition de l'entrepreneur de terrain.

L'entreprise doit se munir de toutes les autorisations administratives nécessaires.

3.3.7 Brûlage sur chantier

Le brûlage des déchets ou autres végétaux est strictement interdit.

3.3.8 Propreté et nettoyage du chantier

L'entreprise est tenue d'assurer la propreté de son chantier ainsi que des voies publiques empruntées par ses engins.

En cas de manquement à ces obligations, le Pouvoir adjudicateur peut faire exécuter, par mesure de sécurité publique, les travaux de balayage ou ranger en un lieu de dépôt à sa convenance, les produits non enlevés au fur et à mesure de leur abattage. Tous les frais nécessités par ces mesures sont à la charge de l'entrepreneur et l'Administration a la faculté, sans autre formalité, de déduire ces dépenses des sommes dues à l'entrepreneur. Cette intervention de l'Administration ne dégage pas la responsabilité de l'entrepreneur envers les tiers.

3.3.9 Contraintes particulières d'exécution

Au début de la période des travaux, il peut être établi contradictoirement un état des lieux, à la demande de l'entrepreneur ou bien du Pouvoir adjudicateur.

Ce document indique toutes les déficiences constatées à la date de prise en charge par l'entrepreneur, et prévaut pour l'arbitrage de tout litige pouvant survenir à la suite des travaux.

L'entrepreneur est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin de n'occasionner aucun dégât sur les lieux d'intervention, que ce soit par les engins utilisés ou des résultantes directes des travaux (chute de branches, *etc.*).

3.4 Schéma d'organisation et de suivi des déchets (SOSED)

Le titulaire du présente marché établit et présente au visa du RPA ou son représentant, le **SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Elimination des Déchets)**, dans le délai de 10 jours à compter de la notification du marché. L'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Les installations de stockage de déchets appropriées pour les terres et autres déchets vers lesquelles ces dernières seront acheminées ;
- La procédure et les moyens de transports vers les installations de stockage de déchets appropriées afin de ne pas polluer les itinéraires empruntés et l'environnement traversé
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les prestations d'évacuation des terres vers le l'installation de stockage de déchets appropriée.
- L'ensemble des bons de décharges seront remis au RPA

Ces bons, certifiés conformes par le responsable de la décharge ou du centre, comportera au moins les indications suivantes :

- nom et adresse de la décharge ou du centre,
- jour et heure de la pesée,
- numéro d'immatriculation du véhicule,
- société propriétaire du véhicule,
- origine des produits pesés,
- référence du chantier (lieu d'origine),
- poids d'entrée et de sortie du véhicule,
- nature des travaux (chambre de dépollution, bouches avaloirs, *etc.*).

Les bons de décharges et un exemplaire des documents de suivi des déchets seront remis au RPA ou son représentant et annexés aux constats.